

الأممي

l'internationaliste

el-oumami

organe du parti communiste international en Algérie



Publication mensuelle - 3^e année. Décembre 1981.

N°20. 3 FF 2 DA

LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES DETENUS EN ALGERIE !



**DES DETENUS POLITIQUES
ASSASSINES A LA PRISON
DE LAMBESSE**

Problèmes de la lutte
des sans-papiers

Rassemblement devant l'ambassade d'Algérie contre la répression bourgeoise

A l'appel du Comité «Riposte à la répression en Algérie»-RIPRA (1), a eu lieu le samedi 21 novembre à Paris un rassemblement devant l'ambassade d'Algérie regroupant environ 200 personnes. Comme l'ont expliqué les organisateurs, ce rassemblement constituait un geste de solidarité avec tous ceux qui sont détenus en Algérie pour avoir osé lutter pour leurs droits sociaux, culturels et politiques élémentaires. Le Comité RIPRA avait déjà occupé le 5 octobre le quotidien bourgeois «Le Monde» pour attirer l'attention des travailleurs sur la répression qui sévit en Algérie et pour dénoncer le silence criminel de la presse bourgeoise.

Le rassemblement du 21 novembre, malgré le nombre limité des participants était remarquable par la combativité et l'enthousiasme avec lesquels étaient scandés les mots d'ordre : «A bas la répression !» ; «Libérez les détenus !» ; «Liberté d'expression !» ; «A bas la bourgeoisie !» ; «A bas les mensonges !» ; «A bas la division !». Un mot d'ordre particulièrement repris et scandé : «A bas la S.M. !».

La manifestation des femmes d'Alger a eu un résonnant au cours du rassemblement dans la mesure où ont été scandés les mots-d'ordre suivants : «A bas le statut personnel !», «Egalité des droits» «Vive la lutte de nos sœurs en Algérie !».

Les intervenants ont insisté, en français, en arabe et en berbère, sur la nécessité et l'urgence du travail d'information et de sensibilisation dans l'émigration sur la question de la répression en Algérie en vue de contre-carrer l' intoxication et la propagande mensongère des mass-média bourgeois et pour arriver à créer un courant de solidarité effective avec les victimes de plus en plus nombreuses de la répres-

sion bourgeoise en Algérie.

Il a été notamment rappelé que l'action de solidarité contre la répression bourgeoise en Algérie ne vise nullement à se substituer à la lutte que mènent sur le terrain les divers collectifs. Mais qu'elle est plutôt une action complémentaire à la fois aux luttes qui se déroulent en Algérie et à la lutte syndicale indispensable en France pour se défendre contre l'exploitation capitaliste et les discriminations de toutes sortes.

Les intervenants ont également dénoncé l'hypocrisie et le prétendu «anti-impérialisme» de la bourgeoisie algérienne qui n'hésite pas à calomnier tout mouvement social en vue de la discrediter aux yeux des masses populaires. Les intervenants ont mis l'accent sur la nécessaire union des masses populaires, par delà la diversité linguistique et culturelle contre leur ennemi commun : la bourgeoisie.

A la suite d'une courte intervention de deux anciens prisonniers des Q.H.S. (quartier de haute sécurité) français, les participants ont scandés le mot d'ordre : «Solidarité internationale !». Les organisateurs du rassemblement n'ont pas manqué de rappeler le soutien qu'il leur a été accordé par le Comité des Travailleurs Algériens (CTA), par notre organisation et par le Comité Rebelles qui intervient sur la question des prisonniers politiques et sociaux en France.

En conclusion, les militants de RIPRA, tout en insistant sur le travail de mobilisation pour revenir plus nombreux encore une prochaine fois, ont appelé les participants au rassemblement à venir renforcer leur comité. C'est bien clair, donc, le rassemblement du 21 novembre n'est qu'un début, la lutte continue.

Notre parti, qui a soutenu politique-

ment et physiquement cette initiative, réitère son engagement aux côtés des travailleurs et des jeunes qui se battent contre la répression bourgeoise, que ce soit dans le pays ou dans l'émigration. Nous sommes convaincus de l'urgence et de la nécessité de développer en France parmi les travailleurs émigrés un courant de solidarité avec tous les militants emprisonnés, torturés et condamnés pour le seul «crime» d'avoir dit haut ce que des millions d'ouvriers, de chômeurs, de paysans pauvres, de femmes et de jeunes pensent tout bas !

L'intervention de nos militants sur le terrain de la lutte contre la répression bourgeoise visera à renforcer les comités qui naissent et surtout à défendre une orientation et des méthodes de classe (sensibilisation et action directe, utilisation de la pression collective, préparation et organisation d'actions concrètes capables de faire céder l'adversaire, le tout par opposition aux pleurnicheries démocratiques.

(1) RIPRA C/O Librairie Parallèles, 47 rue Saint Honoré, 75001 PARIS.

A nos lecteurs

El-Oumami se présente dorénavant comme l'organe mensuel du Parti pour l'Algérie. Il traitera donc des questions posées par la lutte des classes en Algérie et dans l'émigration, en essayant dans la mesure du possible d'accorder une large place aux informations concernant la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires. Nos lecteurs sont vivement invités à y contribuer.

Il sortira prochainement une édition arabe d'El-Oumami spécialement consacrée à la Tunisie et au Maroc. Sa périodicité n'a pas encore été fixée.

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

**Editions Programme, 20 rue Jean Bouton
75012 Paris.**

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France - Europe Pli ouvert 30 FF
Pli fermé 60 FF

Algérie: équivalent de 30 DA en coupons-réponse internationaux.

Directeur de la publication: Saro.

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Le besoin urgent du Parti d'avant-garde révolutionnaire

Profitant du reflux du mouvement des masses en Kabylie, la bourgeoisie contre-attaque. Et pour éviter de susciter une fois de plus un mouvement d'envergure, la bourgeoisie est revenue à sa méthode classique : réprimer sélectivement - pour donner l'exemple -. Pour redonner vie au réflexe de la peur. La peur d'être jeté aux oubliettes, dans l'isolement, pour un temps indéterminé.

Des dizaines de militants viennent d'être condamnés à Alger, Annaba, Béjaïa et Akbou. Les peines vont jusqu'à 4 ans de prison ferme. Des lycéens qui ont fait grève à Béjaïa en solidarité avec leurs camarades détenus ont été purement et simplement renvoyés chez eux. Plusieurs militants viennent d'être envoyés dans une caserne de Batna. On imagine ce qui les attend.

«Maudit rapport de forces !» ont crié avec rage les jeunes militants qui ont mis tous leurs espoirs sur le mouvement du printemps 1980 qui est venu donner à tous les travailleurs, à tous les opprimés, ce bol d'oxygène dont ils avaient et dont ils ont cruellement besoin. Contrairement à avril 1980 où la bourgeoisie a été contrainte de libérer les 24 camarades détenus, aujourd'hui la situation se présente différemment. La démobilitation qui règne risque de décourager plus d'un militant.

Pourtant, les masses en Kabylie ont fait preuve d'une combativité, d'une détermination et d'un courage exemplaires tout au long d'une année entière. D'avril 1980 jusqu'en avril 1981. Pourtant, la psychose entretenue par la sinistre Sécurité Militaire et les divers corps de police n'a pas pu empêcher le millier de grèves qui ont eu lieu en 1980 dont 8% réagissaient précisément contre la répression syndicale.

Les militants qui ne se sentent pas la force de prendre la responsabilité de lancer un mouvement de masse dans la situation actuelle sont convaincus que l'impréparation et l'absence d'organisation des masses face à l'acharnement et à la force de la bourgeoisie débouchent nécessairement sur un carnage. Mais ils ne peuvent pas ne pas admettre l'inévitabilité d'une explosion sociale, beaucoup plus forte cette fois-ci.

L'expérience amère de la dure répression bourgeoise qui s'est abattue sur les masses au printemps 1980 retardera sans doute la prochaine explosion sociale. Elle ne pourra pas l'empêcher. Elle ne l'empêchera pas. Certes, les bourgeois ne perdent rien pour attendre. La richesse les a tellement aveuglés qu'ils sont arrivés au bout de vingt ans à oublier une leçon que l'histoire universelle a de tout temps enseigné, une leçon que la guerre de libération nationale a confirmé de façon magistrale : l'ordre bourgeois, tout comme l'ordre colonial hier, n'a pas d'avenir, parce que c'est un ordre injuste où la répression et le mensonge ne feront à la rigueur que retarder l'heure des règlements de compte sans pour autant l'empêcher.

La faillite des courants berbéristes et du FFS en Kabylie qui ne peuvent pas, de par leur nature de classe petite-bourgeoise répondre aux aspirations historiques des masses populaires ni organiser réellement leur résistance face à l'Etat bourgeois, augmentera sans doute le poids déjà important de la spontanéité dans la prochaine explosion sociale. C'est là un constat qu'on ne tardera pas à faire en Algérie d'autant plus que dans les autres régions, il n'existe aucune force organisée face aux appareils bureaucratiques et répressifs de la bourgeoisie.

Or, comme l'expliquait Lénine dans «Que faire ?», plus la spontanéité est importante dans un mouvement et plus se fait sentir la nécessité de l'intervention consciente et organisée du parti d'avant-garde révolutionnaire car plus la spontanéité est grande dans un mouvement et plus celui-ci a tendance à aller dans tous les sens et plus il a donc besoin d'une unité de but et d'action «Plus grand est l'élan spontané des masses, plus le mouvement prend d'extension, et plus vite encore s'affirme la nécessité d'une haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie»

Le problème aujourd'hui en Algérie c'est que la classe objectivement révolutionnaire, celle qui par sa lutte et ses objectifs historiques peut réaliser l'aspiration des masses populaires à la justice sociale et au socialisme véritable, malgré ses grèves vigoureuses de plus en plus nombreuses, malgré la résistance acharnée de ses détachements avancés à la répression syndicale qui s'intensifie dans les entreprises, n'est pas arrivée encore à s'organiser indépendamment de la bureaucratie syndicale officielle comme en Pologne, ni à plus forte raison à se doter de son parti d'avant-garde révolutionnaire.

Certes, il va falloir que les luttes ouvrières atteignent un certain degré d'extension et de radicalisation pour que la question de l'organisation indépendante des travailleurs sur des bases de classe soit posée autrement que par quelques carrés de militants convaincus. De la même façon, le développement d'un véritable parti de classe révolutionnaire ne peut se réaliser sur une large échelle en l'absence d'un fort mouvement ouvrier organisé sur le terrain de la lutte immédiate.

Cependant, à notre niveau, au niveau de ce qui est possible de faire dès aujourd'hui, au niveau de ce qui dépend de la volonté des militants d'avant-garde à l'étape actuelle de la lutte des classes, force est de constater que même les efforts d'organisation du mouvement social sur le terrain immédiat exigent l'intervention consciente d'un parti de classe révolutionnaire qui, même s'il n'est pas important numériquement, ne sera pas moins indispensable pour contrer les manœuvres et les fausses solutions des réformistes du PAGS et des courants conciliateurs de toutes espèces.

Devant les tâches urgentes qui nous attendent aujourd'hui et demain, faire reculer aux calendes grecques l'échéance de la construction du parti révolutionnaire relève de l'attentisme, semer des doutes sur l'exigence primordiale et historique d'un tel parti fondé sur la base de la doctrine et du programme historiquement invariants du marxisme relève de l'inconscience et de l'irresponsabilité.

La doctrine, le programme et la tactique du marxisme sont plus que jamais actuels. Pour comprendre les mécanismes de la société et du régime auxquels nous avons affaire. Pour s'approprier les expériences historiques du mouvement ouvrier et révolutionnaire international. Pour tirer le bilan de ses victoires, de ses défaites et de ses déviations. Pour donner une assise scientifique et historique aux sentiments révolutionnaires qui animent les travailleurs conscients et les militants d'avant-garde. Pour saisir les conditions historiques qui permettent la réalisation effective des aspirations légitimes de la classe ouvrière et des masses populaires. Pour maîtriser le lien dialectique qui existe entre les luttes présentes et la lutte révolutionnaire finale. Pour avoir une idée claire et juste du socialisme international véritable sans l'instauration duquel tout changement social demeurera fictif.

Tout en assumant jusqu'au bout leurs responsabilités dans le mouvement présent, dans les collectifs qui existent ouvertement ou dans l'ombre, tous les militants d'avant-garde doivent contribuer à faire du marxisme une force physique agissante en mettant leur pierre dans l'édifice de la construction du Parti d'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. C'est à cette condition et seulement à cette condition que les sacrifices des masses populaires ne seront pas vains et que nous saurons tirer des prochaines explosions sociales de quoi mettre sur pied le roc contre lequel se brisera l'Ordre bourgeois.

Se rattacher à la tradition de notre courant, travailler sur la base du bilan dynamique qu'il a su tirer de la dégénérescence du mouvement communiste international, se regrouper autour d'«El-Oumami», c'est déjà faire un premier pas dans ce sens.

LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES DETENUS !

Plusieurs dizaines d'opposants algériens sont détenus depuis plusieurs années à la prison centrale de Tazoult-Lambèse (wilaya des Aurès) -dans le silence et l'anonymat les plus complets-. Outre qu'ils sont tous passés par les tortures de la Sécurité Militaire, ces prisonniers politiques se trouvent dans des conditions de détention très dures et subissent régulièrement des châtements corporels, sans parler des souffrances morales que leur font endurer les gardiens.

Les communistes révolutionnaires ont pour devoir de faire appel à la solidarité instinctive qui anime toutes celles et tous ceux qui ont été éprouvés par la dure école des conditions d'existence matérielles et morales que nous impose le capitalisme. Pour contribuer

à briser le mur du silence qui entoure tous ces détenus politiques, nous publions ici le témoignage d'un ancien détenu de Lambèse qui tient à garder l'anonymat pour des raisons compréhensibles.

Il est du devoir également de tous les cercles, noyaux et comités existants en Algérie et dans l'émigration de participer dans la mesure de leur possible à la campagne de solidarité avec tous les détenus politiques, syndicaux et sociaux, en répercutant notamment l'information autour d'eux et en organisant des actions concrètes même limitées. Nous tenons à rappeler ici que le travail effectué dans l'émigration par le comité «Riposte à la répression en Algérie» (1) a déjà porté ses fruits en ce qui concerne les détenus de Lambèse.

En effet, à la suite de la campagne d'information (tracts et affiches) et après l'occupation du journal «Le Monde», l'administration pénitentiaire a reçu des consignes allant dans le sens de l'amélioration des conditions de détention des prisonniers politiques. C'est ainsi que notre camarade Benkhallat Rabah a été conduit à l'hôpital de Batna pour y être examiné. Certes, ce n'est pas encore grand-chose et les autorités essayent d'intimider les détenus pour les amener à faire de fausses déclarations sur leur état de santé. Mais les détenus refusent et il est ainsi prouvé que l'Etat bourgeois peut reculer. Il faut donc intensifier la campagne de solidarité avec tous les détenus, au pays et dans l'émigration !

(1) RIPRA C/O Librairie Parallèles, 47 rue Saint Honoré ; 75001 PARIS.

Les emprisonnés d'Alger et de Béjaïa

Une mascarade de procès vient d'avoir lieu à Alger, Béjaïa, Akbou et Annaba. En tout, plusieurs dizaines de jeunes ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 4 ans de prison sous l'inculpation d'«atteinte à l'ordre public». En fait, ces jeunes ont été arrêtés et condamnés soit pour avoir manifesté dans la rue pour leurs droits sociaux, culturels et politiques légitimes (Béjaïa, Akbou), soit pour avoir riposté à la violence réactionnaire des «Baâthistes» (Alger) et des «Frères musulmans» (Annaba).

A Alger, quatre membres du Collectif Culturel ont été condamnés à 1 an de prison ferme. Il s'agit de :

- BACHA Mustapha (Sciences économiques) ;
- EL-KADI Ihcene (Sciences économiques) ;
- AIT LARBI Mohamed Arezki (Médecine) ;
- BOUKRIF Salah (Droit).

Voici la liste des travailleurs, étudiants et lycéens condamnés à Béjaïa qui viennent de déclarer, dans une lettre adressée au président Chadli :

«...Pendant plus d'une semaine, la population de la wilaya de Béjaïa a vécu dans un climat de répression (arrestations, couvre-feu à partir de 18 heures 30 mn). Tous les membres des comités culturels et autres ont été arrêtés, le délai de garde-à-vue a été violé, certains ont atteint les 120 heures. Sous les sévices corporels (coups de pieds, coups de poings, étouffements, massage de l'appareil sexuel) sans parler de la torture morale (attente, intimidations avec armes, menaces...). Nous étions contraints à reconnaître des faits que nous n'avons jamais commis et signer obligatoirement les procès-verbaux. L'instruction s'est prolongée tard dans la nuit jusqu'à 2 heures du matin et les déclarations faites à la police ont été reprises intégralement contre notre volonté. Les chefs d'inculpation étaient les suivants : rassemblement, incitation au rassemblement, participation et distribution de tracts à but de propagande.

Pendant les cinq (5) mois de détention préventive, notez monsieur le président que quelques uns de nos camarades se sont vus interdire une autorisation de sortir afin d'assister à l'enterrement d'un de leur parent...».

Listes des détenus condamnés à 4 ans de prison:

DAI Ali, ZADI Farid, TARI Laâziz, ZENATI Djamel, LAMARI Idriss, BELLACHE Mohand Cherif, BELLACHE Boukalfa,

BOUTRID Mohand Larbi, TERKI Zoubir, MADAOUI Aze-dine, BENAMSI Ali, YANAT Abdenacer, BELALLOUACHE Mohand Saïd, NAIT HADDAD Mohand Ourabah, MERABET Abdelaziz, TAIBI Salah, GUIDJOU Abdelkader.

Liste des détenus condamnés à d'autres peines:

MOUSSOUNI Salah (condamné à 4 ans plus 5 ans d'interdiction professionnelle), CHEBI Tayeb (idem), MERDESS Kamel (30 mois), GUERBI Ali (condamné à 2 ans de prison), AIZEL Khellil (2 ans), MENGUELLATI Djamel (idem), SID Mohand Akli (idem), CHIBANE Zahir (idem), CHEURFA Moussa (idem), IAICHOUCHE Mouloud (condamné à 13 mois de prison), TALBI Moussa (condamné à 1 an de prison), LAKHDARI Hamid (idem), AOUCHICHE Zahir (idem), MESSALTI Mohand Salah (idem), BELLAL Mouloud (condamné à 10 mois), AGGOUNE Mokrane (prévenu), BRAHITI Multapha (idem).

Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas une liste complète des condamnés d'Akbou dont le nombre dépasserait la cinquantaine. Les noms connus sont les suivants: BELAMI Brahim, OUARET Rachid, YACOUBI Boubekeur, AGOUA Nacer.

Par ailleurs, nous sommes toujours sans nouvelles des trois travailleurs arrêtés en février 1981 en possession de tracts et de journaux «interdits» :

- OULD AMEUR Mezioud ;
- CHEBALLAH Saïd ;
- BOUMBAR Idriss.

La liste des onze (11) détenus de Annaba nous est jusqu'à ce jour inconnue. Nous appelons tous nos lecteurs à nous faire part de toute information concernant la répression bourgeoise en Algérie.

Participez à briser le mur du silence qui entoure nos camarades détenus !

N'oublions pas les prisonniers politiques de Lambèse dont nous avons publié la liste dans le N°18 d'El-Oumami.

Témoignage de Lambèse

L'alimentation : insuffisante et très mauvaise. Un bout de tripe pourri, mal lavé, tous les vendredis. Souvent, les détenus n'arrivent même pas à le consommer. Le peu de variété alimentaire cause aux détenus diverses maladies : douleurs gastriques, ulcères d'estomac, hémorroïdes, gaz, diarrhées et constipation. Les pommes de terre ne sont ni lavées, ni épluchées. La carotte est inconsommable de par sa dureté et son état périmé. Le détenu dispose de moins de 1 200 calories par jour. Pratiquement, les détenus ne mangent qu'un seul repas par jour, à midi, car l'alimentation donnée le soir est déversée aux poubelles et toilettes du fait qu'elle est imangeable (eau colorée et très peu de légumes pourris). L'administration pénitentiaire interdit aux détenus de disposer de la nourriture ramenée occasionnellement par leur famille.

Les dortoirs : Les détenus de Lambèse dorment dans des conditions lamentables : grandes caves et écuries impropres, même pour des animaux. L'administration entasse plus de 150 détenus dans un hangar fait pour supporter 80 personnes. Il n'existe pas de lits. Le directeur les a transformés en cages à poules dans le jardin de sa villa. Les paillasses datent de l'époque coloniale. En hiver, le détenu reçoit trois vieilles couvertures qui ne le protègent en rien contre le froid. Il n'existe pas de chauffage. En été, manque d'aération et de ventilation.

Le problème de l'eau : En été, l'administration ne donne que la ration d'eau indispensable pour boire. Selon l'administration, le lavage du linge n'est pas indispensable. Pour toute l'année, le détenu bénéficie...de trois douches d'une durée maximum de 5 minutes. Les détenus sont obligés de patienter tous l'été sans pouvoir nettoyer leur corps ou leurs habits et de supporter les conséquences de se laver en hiver avec de l'eau froide dans les toilettes. Durant le mois de Ramadhan, l'eau est coupée aux détenus afin que le directeur en profite à sa guise pour ses besoins et pour son jardin.

Les soins médicaux : Les conditions de détention lamentables rendent les prisonniers de Lambèse vulnérables à toutes sortes de maladies. L'administration se fout complètement de la santé des détenus malades. Le détenu transféré à Lambèse n'a le droit d'être examiné par un médecin qu'après avoir passé six mois de détention. L'examen médical est très superficiel et ne dure pas plus de 10 minutes.

Le médecin prescrit des injections, lesquelles provoquent des maux et des douleurs atroces durant toute une semaine sans que le détenu n'ait le droit d'en savoir plus. Par ailleurs, le médecin ordonne à l'administration de forcer le malade à choisir entre la drogue et le cachot d'isolement. A Lambèse, le

détenu malade est considéré comme une personne dangereuse. Il est formellement interdit de demander des médicaments à sa famille ou l'intervention d'un médecin extérieur. Les médicaments que les familles osent apporter aux détenus sont immédiatement saisis par l'administration. Il existe à Lambèse un nombre considérable de maladies mentales. La prison ressemble à un asile d'aliénés. Les dépressions nerveuses sont courantes et généralisées. Un grand nombre de détenus sont devenus cardiaques...

Les détenus assassinés

Les maladies nombreuses et les conditions de détention lamentables s'ajoutant aux séquelles des tortures de la Sécurité Militaire ont déjà tué plus d'un détenu à Lambèse :

—Août 1974 : 2 détenus sont morts, l'un trouvé pendu dans sa cellule, l'autre mort dans des circonstances inconnues.

—Août 1978 : CHEFAI Mohamed est mort à la section numéro 1. Avant de mourir, il avait alerté ses voisins de cellule qui avertirent le chef de poste de permanence qui lui dit : «tu veux mourir, meurs », le matin on le trouva sans vie.

—Septembre 1978 : BOUCHAOUI Mohamed a été trouvé mort dans sa cellule. Vieux malade, il n'a pas cessé de réclamer des soins aux tortionnaires. Rien n'a été fait pour lui.

—Décembre 1978 : MESSOUDI Nouredine fut tué sur le toit d'une balle dans la tête durant une mutinerie. Parmi les blessés figuraient : KHEDID Mustapha, FELLOUL Ahmed, GRAIHI Ahmed.

—1979 : mort de TOUATI Lakhdar. Il faut aussi citer le cas de BOUREDJRA Ahmed, âgé de 30 ans, mort à la section numéro 6. Il a été trouvé pendu après maintes tentatives de suicide. Il se plaignait de dépression nerveuse, aucun soin ne lui fut donné.

—Avril 1980 : LARABI Mokhtar, âgé de 32 ans, a mis fin à ses jours par manque de soins et d'attention. Il s'est jeté tête en avant dans un précipice. Son constat a été falsifié par l'administration.

—Janvier 1981 : DEBAKH Khaled et TERGUINE Houene sont morts par manque de soins.

Les cachots : Il existe à Lambèse des cachots uniques en leur genre, servant à punir les détenus coupables d'avoir enfreint le règlement intérieur. Les cachots se trouvent dans des caves souterraines. En hiver, il s'agit de véritables

frigidaires, car l'eau est jetée régulièrement jusqu'à ce qu'elle gèle. Les détenus qui ont passé 15 jours dans ces cachots en sont sortis avec des maladies très graves.

Le coiffeur : Le rasage des détenus se fait une fois par semaine. Avec une seule lame, le coiffeur rase quarante (40) détenus. Cette lame, modèle «action» de très mauvaise qualité, n'est même pas efficace pour une seule personne. Alors, pour une quarantaine de détenus, l'opération rasage se transforme en une véritable torture...

Tous les livres sont formellement interdits, sauf ceux à caractère religieux. Les deux seuls journaux autorisés sont, l'organe gouvernemental «El-Moudjahid», avec quatre(4) jours de retard, et la revue de l'armée «El-Djeich». Il existe une bibliothèque intérieure, mais les livres autorisés ne sont remis qu'une fois tous les trois mois. Le délai de remise des livres ne dépasse pas une semaine. Une seule liste de quarante (40) livres est présentée aux détenus. Pour les cent cinquante (150) détenus, seulement quarante (40) peuvent disposer d'un livre, les autres doivent attendre leur tour. Il existe des livres autres que ceux autorisés mais ils ne sont pas inscrits dans les listes proposées aux détenus...

Le courrier : Le détenu a droit à l'envoi d'une seule lettre par semaine et ne doit l'écrire que sur un recto, sinon, elle lui est renvoyée. Le règlement interdit aux détenus d'écrire à une personne autre que sa famille.

Les colis : Des vols flagrants sont commis lorsque des colis envoyés par les familles aux détenus arrivent chez le vaguemestre de la prison. Tout détenu doit verser cinq (5) timbres poste pour réceptionner un colis, ou l'équivalent en argent. Personne ne sait pourquoi il faut verser ces timbres ou cet argent.

Les visites : Les jours de visites sont le mercredi et le jeudi. La durée de visite ne dépasse pas 20 minutes. Les familles voient leurs fils derrière un grillage. Vu le nombre des détenus (plus de 2.000), le parloir devient une vraie basse-cour à cause du bruit et des pleurs des familles. Devant la porte de la prison, les familles sont malmenées. Durant les visites, la plupart des produits de consommation apportés par les familles des détenus sont dilapidés par les gardiens. A la cantine, le greffier de l'administration vole l'argent des détenus.

Les mesures répressives de l'administration : Les droits des détenus sont bafoués par l'administration, des fouilles systématiques sont pratiquées tous les quinze (15) jours. Au cours de ces fouilles, les gardiens rafflent les objets que les détenus ont eu tant de mal à se procurer. Ces objets sont revendus par la suite par les gardiens aux détenus de droit commun issus de familles riches à des prix exorbitants. Chaque mouvement des détenus est contrôlé (mouchardage). Des punitions sous forme de châtiments moraux et corporels sont infligés régulièrement aux détenus : boule à zéro, rasage des moustaches, privation de visites, bastonnades. A Lambèse, les sévices sont monnaie courante.

Vive le développement des luttes ouvrières !

Dans sa tournée du 19/11/81, *El-Moudjahid* reprenant un texte fraîchement élaboré par l'APN, déclarait : «*la situation sociale reste encore marquée par des tensions qui s'expriment souvent par des malaises aigus ou des arrêts de travail préjudiciables à l'économie nationale.*». Si l'APN, dont la fonction principale est de berner les masses et leur faire croire à une soi-disant «*représentativité*», s'alarme, c'est qu'il y a lieu, pour la bourgeoisie, de s'alarmer.

Dans le tableau ci-dessous, nous avons repris les chiffres officiels qui attestent de la remontée des luttes ouvrières en Algérie :

	«conflits de travail»	«malaises sociaux»	Grèves
1977	1147	626	522
1978	543	220	323
1979	1334	638	696
1980	1562*	640	922

* (dont 815 dans le secteur public et 747 dans le secteur privé)

Ces chiffres viennent confirmer que le prolétariat algérien est là et bien là ! Ils sont un cinglant démenti jeté à la face des opportunistes Demmène Boudina qui font campagne ces jours-ci en se gargarisant des «succès» de la GSE. Et cela d'autant plus que «65% des conflits ont pour origine des revendications salariales ; 14% sont provoquées par les licenciements individuels et collectifs des travailleurs ; 9% sont dus à la dégradation des relations du travail ; 8% intéressent les atteintes à l'exercice du droit syndical et 5% concernent les conditions générales de travail ».

Les révolutionnaires se réjouissent du développement des luttes de la classe ouvrière qui les encourage à redoubler d'effort et d'ardeur et à contribuer à l'organisation et au renforcement de la lutte prolétarienne tout en consacrant davantage d'énergies pour élever le niveau de conscience révolutionnaire des ouvriers combattifs dans une période où s'annoncent à l'horizon des affrontements de classes de plus en plus durs.

Grève des sidérurgistes d'El-Hadjar

C'est avec une grande satisfaction que nous avons appris que les ouvriers du complexe sidérurgique d'El-Hadjar avaient arrêté le travail les 29 octobre et le 1^{er} novembre derniers. Un relèvement des salaires ayant été annoncé depuis belle lurette, la colère des ouvriers fut grande lorsqu'ils constatèrent que rien n'avait changé ; pire, qu'on leur avait supprimé les primes qu'ils recevaient auparavant. En effet, rapporte «*El-Moudjahid*» des 6-7/11/81 «*le désarroi a été grand à la réception des dernières fiches de paie qui n'indiquent qu'une faible différence par rapport aux précédentes malgré l'application du décret. Les travailleurs du système continu se sont rendus compte que le travail qu'ils effectuent les journées et chômées et payées ne leur sont pas payés puisque les 8 heures de règlements mensuels leur ont été supprimées. Et comme, par coïncidence, ces dernières semaines ont été riches en journées chômées et payées, la décision a été prise spontanément*

par les travailleurs de désertier les ateliers le jeudi 29 octobre (Awal Moharam) et le dimanche 1er novembre. C'est ainsi que 80% des ateliers n'ont pas fonctionné ces deux jours...».

En réponse, les bourgeois ont, comme à l'accoutumée, recouru à la magouille classique qui consiste à dire «c'est pas moi, c'est l'autre». Le directeur général d'El-Hadjar a en effet déclaré : «*toute déclaration doit venir des instances supérieures*».

Quant à nos «gestionnaires socialistes», membres de l'ATU, ils se sont empressés de se laver les mains : «*à ceux qui nous ont très vite mis à l'index, nous disons que nous désapprouvons totalement ce genre de procédés qui portent atteinte à l'intérêt du pays et à l'unité (?) des travailleurs*». Les travailleurs doivent en tirer la leçon : commencer à s'organiser dès aujourd'hui en dehors de l'influence des bureaucrates corrompus de l'UGTA et de l'ATU sur la base de la défense exclusive de leurs revendications de classes.

Polices française et algérienne main dans la main

Quelques semaines à peine après la visite à Alger de Gaston Deferre, ministre français de l'Intérieur, c'est autour de Monsieur Khediri, directeur général de la Sûreté Nationale, de se rendre à Paris pour «s'entretenir» avec le directeur général de la police nationale française, M. Couzier. Ces voyages ne sont pas des villégiatures ; elles ont eu déjà des conséquences concrètes : de nombreux algériens se font quotidiennement refouler des ports et aéroports français. Ainsi en est-il du fameux avion en provenance d'Alger via Genève, dans lequel se trouvaient 150 algériens, tous refoulés. De «notre côté», c'est pareil. A Dar-El-Beïda, tout comme à Alger-port, des milliers de jeunes et travailleurs algériens se sont vus retirer leurs passeports et interdit de sortir du territoire.

Ces faits montrent au moins deux choses. Premièrement, que le contrôle de l'immigration se fait des deux côtés de la frontière ; les deux polices travaillant la main dans la main. Bien évidemment ce sont les masses populaires qui font les frais de ce contrôle, ceux qui ont un portefeuille bien garni passent avec le sourire.

Deuxièmement, l'«anti-impérialisme» de l'Etat algérien n'est que démagogie, c'est-à-dire mensonge ; en fait, la bourgeoisie algérienne est prête à se plier à toutes les exigences de la bourgeoisie française, particulièrement sur la question de la limitation des flux migratoires. Intérêts obligés.

Mitterrand à Alger

Le renforcement de la coopération policière entre les régimes algérien et français en matière de contrôle de l'immigration (mais aussi en matière politique) à la suite de la visite de Gaston Deferre à Alger nous donne un avant-goût de la visite de Mitterrand.

Sur le plan économique, les masses algériennes n'ont rien à attendre du relèvement du prix du gaz que l'impérialisme français consentira sans doute à la bourgeoisie algérienne contre quelques marchés juteux.

Sur le plan politique, l'«ouverture» de la diplomatie algérienne signifie que la bourgeoisie s'appête à jouer le rôle que voudrait lui dicter l'impérialisme en échange de quelques miettes et à prendre un peu de recul par rapport à la période de la phase «anti-impérialiste» pour mieux s'occuper des problèmes internes. Nous consacrerons dans notre prochain numéro un article à la visite de Mitterrand à Alger.

A bas le statut personnel ! Egalité des droits pour les femmes !

Le 28 octobre, une centaine de femmes ont manifesté devant le siège de l'APN à Alger contre le projet de statut personnel, nouvelle mouture du code de la famille moyen-âgeux que la bourgeoisie, surtout à travers ses porteparoles traditionalistes, cherche à imposer pour sanctionner l'oppression et les discriminations qui frappent les femmes en Algérie à tous les niveaux.

La mobilisation des femmes contre le projet de statut personnel s'est intensifiée depuis. Le 14 novembre, les postières et les infirmières ont également manifesté pour la même raison. Le 16 novembre, à l'appel du Collectif des femmes d'Alger, une autre manifestation a eu lieu, regroupant environ 400 personnes. Même l'UNJA qui a eu peur d'être une fois de plus disqualifiée, n'a pas pu garder le silence et a cru nécessaire de prendre le train en marche en faisant semblant d'organiser une manifestation, à l'appel de sa Commission Nationale Etudiante (CNE).

Les communistes révolutionnaires soutiennent toute mobilisation réelle contre l'oppression particulière qui touche les femmes et notamment contre le statut personnel.

Les communistes ont un rôle fondamental à jouer en montrant aux travailleurs qu'il est de l'intérêt de l'ensemble de la classe ouvrière et des masses populaires de lutter contre les discriminations qui les divisent, les affaiblissent et par là font le jeu de la bourgeoisie. La lutte pour l'égalité totale des droits des femmes doit concerner tous les travailleurs !

Dans le mouvement des femmes à l'étape actuelle, les militantes qui cherchent à se battre sur le terrain de la lutte de classes doivent avancer des revendications et des méthodes qui, tout en améliorant effectivement la condition des femmes en Algérie, servent à faire la jonction avec les luttes de la classe ouvrière indépendamment de la bureaucratie syndicale à la botte de l'Etat bourgeois. C'est seulement par l'unification des luttes du prolétariat par delà toutes les divisions de catégories, de régions, d'âge et de sexe, sur le terrain de classe, que se forgera la force sociale et politique capable d'en finir un jour avec la société bourgeoise faite de misère et d'oppression et d'instaurer une société débarrassée de toutes les sortes d'injustices et de discriminations.

L'UNFA ET LE PAGES CONTRE LES FEMMES

En juillet 1980, l'UNFA participait à la «Conférence mondiale de la Décennie des Nations-Unies pour la femme (Copenhague), et elle déclarait :
-Il n'existe pas d'obstacles juridiques graves à la promotion de la femme,
-Il y a complète égalité entre la femme célibataire et l'homme célibataire,
-les droits sont appliqués à l'ensemble des travailleurs sans aucune distinction.

Et de se noyer dans les chiffres pour tenter de le prouver. Bref, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ou à peu près puisque l'UNFA consent à reconnaître «la persistance de certains comportements féodalistes». Mais, ajoute-t-elle aussitôt, la participation de la femme «est sollicitée à tous les niveaux du discours officiel». Côté «comportements féodalistes», il y a en effet la bagatelle de centaines de femmes vitriolées, violées ou battues parce qu'elles tiennent à circuler, travailler ou étudier comme elles l'entendent. Côté discours, il y a, par exemple, Mouloud Kassem qui, en 1970 (Séminaire Islamique de Constantine) glapissait : «Nous trouvons en nous-mêmes des renégats qui demandent ce qu'ils appellent l'émancipation de la femme afin qu'elle épouse ou fréquente qui bon lui semble, qu'elle voyage quand et où elle le désire, qu'elle revienne quand bon lui semble ou qu'elle ne revienne plus !». Ou encore la désormais célèbre tirade de Yahiaoui (Septembre 1970) sur les pré-occupations «bourgeoises» des algériennes (égalité des salaires, égalité des droits). Ou enfin, après le mouvement de protestation des femmes en février dernier, les «reproches» de la charmante Baya El Hachemi (député) :

«On ne leur apprend pas à accepter et aimer leur condition de femmes, qu'elles doivent chaque jour remercier la nature de les avoir faites ainsi...» (sans doute, remercie-t-elle chaque jour Dieu de lui avoir donné voiture, chauffeur, villa et vacances à Cannes...) Il faut faire comprendre à la femme, continue-t-elle, qu'elle dépendra toujours d'un père, d'un frère et ensuite d'un mari».(déclaration à «Algérie-Actualité du 5/3/81).

Nous en avons vite fini avec le «discours officiel» et avec...le crétinisme de l'UNFA. Le PAGES, pas encore. Le 15 mars, il nous proposait («Saût-El-Chaâb»), de «surmonter les faiblesses persistantes de (...) l'UNFA dont les forces droitières continuent de s'acharner sur les noyaux et secteurs dynamiques et progressistes». Bon. Supposons. Mais savez-vous comment le PAGES conçoit le rôle de ces «noyaux dynamiques»? Ecoutez ce qu'il nous dit dans un tract du 26 avril : «Les mouvements de protestation des masses (...) s'étendent avec une tendance de plus en plus grande à s'exprimer de façon spontanée et explosive» SAUF «dans les cas où les organisations progressistes liées aux masses parviennent à faire peser de tous leur poids des orientations justes pour trouver des solutions positives (exemples : nouvelles élections et levées des suspensions anti-démocratiques». On en resterait muet. Quoi ? Aujourd'hui, tous ceux et celles qui en ont ras-le-bol du pseudo-socialisme posent leurs problèmes dans les rues et il faudrait les ramener bien gentiment du côté des urnes dans une parodie de dialogue auquel même le pouvoir refuse de se prêter (ne vient-il pas de menacer d'«épurer» ces organisations).

Mais heureusement que dans le mouvement des femmes aujourd'hui, elles ne sont pas rares les militantes qui voient d'un mauvais œil les pratiques qui consistent à vouloir ramener le mouvement dans les bras des Pagistes et des secteurs progressistes des organisations de masses sous prétexte d'être plus fortes. La réticence exprimée par ces militantes contre une soi-disant mobilisation unitaire est légitime. Car aucune alliance n'est possible avec celles et ceux qui veulent prêcher la patience, la sauvegarde des acquis de la femme et qui n'ont jamais hésité à demander un Code de la famille conforme aux valeurs islamiques.

Ce que dit en substance le projet de «statut personnel»

-le divorce : le mari peut le demander sans être tenu d'avoir un «motif». La femme doit prouver la «non-consommation» du mariage depuis une longue période (!) ou encore doit faire la preuve qu'elle subit des sévices graves (arriver mutilée au Tribunal par exemple...)

-le travail : l'autorisation du mari reste nécessaire.

-la tutelle : le père l'exerce sur ses enfants (sur la fille jusqu'au mariage).
-la garde des enfants en cas de divorce : la mère doit accepter de vivre à proximité du domicile de son ex-mari si elle veut s'occuper de ses enfants (mais toutes les démarches administratives, les inscriptions...etc...doivent avoir l'accord du père puisqu'il garde le droit de tutelle)

-répudiation et polygamie sont maintenues (le non-allaitement des enfants peut justifier la répudiation).

L'intervention des communistes dans les luttes

La société actuelle est une société de classes fondée sur l'exploitation et l'oppression. Or, là où il y a exploitation et oppression, il y a nécessairement la révolte et la lutte. L'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie est à l'origine des grèves, des luttes et des tentatives d'organisation indépendante qui se manifestent en milieu ouvrier. Mais si la bourgeoisie et le prolétariat constituent effectivement les deux classes fondamentales de la société moderne, il serait simpliste de réduire celle-ci à une arène où les capitalistes et les ouvriers formeraient les seuls protagonistes de l'histoire. L'oppression des femmes et des jeunes et l'exploitation des paysans pauvres que la société bourgeoise rend insupportables surtout en période de crise, suscitent à leur tour des luttes où les communistes ont pour devoir d'intervenir avec leurs orientations et leurs méthodes propres. Nous nous proposons ici de revenir sur le cadre général de l'intervention des communistes dans les luttes immédiates.

Luttes immédiates et lutte révolutionnaire

Depuis le Manifeste du Parti communiste de Marx-Engels de 1848, les communistes ont clairement établi qu'**«ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat»** et qu'ils ne se distinguent des autres groupes, comités et organisations qui naissent sur le terrain de la lutte immédiate que sur deux points **«dans les différentes luttes nationales des prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts indépendants de la nationalité et communes à tout le prolétariat et dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble»** (1).

En d'autres termes, les communistes cristallisent la continuité du mouvement prolétarien dans l'espace et le temps. La doctrine marxiste de la lutte des classes est fondée sur une conception matérialiste et dialectique de l'histoire. Il va sans dire donc que les communistes ne peuvent représenter, défendre et, surtout préparer l'avenir du mouvement prolétarien s'ils tournent le dos au présent de la classe ouvrière et des masses populaires exploitées.

Contrairement aux conceptions idéalistes et métaphysiques, le matérialisme historique et dialectique enseigne qu'il n'y a pas un mur entre le passé, le présent et l'avenir et que s'il est vrai que le passage de la lutte immédiate (pour résister à l'exploitation, défendre le pouvoir d'achat, libérer les détenus, exiger l'égalité des droits pour les femmes etc.) à la lutte révolutionnaire en vue de renverser la bourgeoisie et changer radicalement la société exige un **saut qualitatif**, il ne demeure pas moins vrai qu'aussi bien dans la nature que dans l'histoire aucun bond qualitatif ne se fait sans l'accumulation quantitative **d'un certain nombre de facteurs objectifs. Le passage de l'eau de la forme liquide à la forme solide est certainement un exemple de saut qualitatif. Il ne demeure pas moins exact que ce passage ne devient effectif que si l'opération de refroidissement atteint quantitativement un certain degré de température.** Dans la lutte des classes, à moins de tomber dans une conception blanquiste ou putschiste, il serait erroné de penser que le prolétariat peut se lancer à l'assaut de l'Etat bourgeois ni même que le parti peut se développer au point de devenir un facteur agissant dans l'histoire si les luttes immédiates de la classe ouvrière n'ont pas atteint un certain degré d'extension et de développement quantitatif.

C'est parce qu'ils savent pertinemment que c'est seulement sur le terrain de la lutte immédiate que se forment l'Union, la force et la détermination d'un nombre grandissant de travailleurs que les communistes se présentent pratiquement comme **«la fraction la plus résolue, celle qui entraîne toutes les autres».**

Les tâches des communistes dans les luttes ouvrières

Dans son projet de programme du parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1895, Lénine définissait les tâches des marxistes dans la lutte ouvrière : **«Le Parti social-démocrate de Russie proclame que sa tâche est d'aider dans cette lutte la classe ouvrière russe en développant la conscience de classe des ouvriers, en concourant à leur organisation et en indiquant les objectifs et les buts de leur combat»** (2).

Lénine reprend ici sous une autre forme l'idée de Marx-Engels. Les communistes ont non seulement pour devoir de contribuer au développement de la conscience de classe et de l'organisation des ouvriers, tâche qui ne dépasse pas l'horizon immédiat et peuvent donc être accomplies également par des militants non-communistes, mais doivent également indiquer aux ouvriers les **«buts de leur combat»**, c'est-à-dire, le programme historique que le mouvement ouvrier se doit de réaliser sous la direction du parti communiste pour se libérer à jamais de l'esclavage capitaliste.

Il convient ici de ne pas déduire de la définition de Marx-Engels-Lénine une application mécaniste. Les communistes ne peuvent se contenter de s'acquitter de leurs tâches immédiates mais doivent propager leur programme révolutionnaire. Mais cela s'applique avant tout au Parti communiste pris en tant qu'organisme vivant assumant des tâches diverses et différenciées et ne peut donc s'appliquer mécaniquement à chaque militant ni à chaque groupe communiste pris isolément. Ensuite, il faudra tenir compte du temps et du lieu. La propagande ne doit jamais par exemple entraver le déroulement et le développement d'une lutte immédiate. Dans toute lutte immédiate, les couches et les individus qui y participent ne sont pas homogènes. Les communistes doivent donc faire un travail différencié suivant les couches et les militants présents sur le terrain (3).

Dans ce domaine, les communistes rencontrent évidemment des difficultés et souvent des incompréhensions. Les pratiques crapuleuses des partis opportunistes et des faux révolutionnaires ne manquent pas de laisser des traces et créent chez les travailleurs qui se battent une méfiance légitime par rapport à tout ce qui vient de la part de militants politiques organisés. Il faut ici faire la part des choses et distinguer entre les travailleurs qui réagissent sainement contre les tentatives de manipulation et ceux qui se cachent derrière une telle méfiance pour avancer des positions et des méthodes que les mouvement ouvrier a déjà éprouvées dans le passé, en payant parfois très chèrement le prix.

En tous cas, la meilleure façon d'aider les travailleurs à surmonter cette méfiance anti-parti est que les communistes doivent redoubler d'efforts sur le terrain en vue de renforcer les luttes et les structures autonomes (Comités, coordinations etc.) qu'elles se donnent. En effet, c'est dans la pratique, en partant d'exemple vivants, que les travailleurs verront que les communistes constituent le véritable fer de lance du mouvement ouvrier (4).

L'intervention des communistes contre la répression et dans le mouvement des femmes

Si l'intervention de communistes est nécessaire dans les luttes ouvrières pour combattre le sabotage des opportunistes et des réformistes et pour contribuer à la radicalisation et à la politisation des luttes, elle est bien évidemment d'autant plus nécessaire lorsqu'il s'agit de luttes immédiates qui posent déjà des questions politiques comme par exemple les comités de lutte contre la répression bourgeoise en Algérie et dans l'émigration ou encore lorsqu'il s'agit de mouvements où coexistent plusieurs classes sociales comme le mouvement des femmes à Alger.

En ce qui concerne la lutte contre la répression bourgeoise, il est clair que les communistes en sont partie intégrante de toutes leurs forces. La situation politique qui prévaut en Algérie nous dicte des tâches urgentes en matière de lutte contre la répression bourgeoise. Sur ce terrain, les communistes s'opposent à la démarche des courants démocratiques petits-bourgeois qui voudraient «lutter» contre cette répression sur le terrain piégé des «droits de l'homme». Dans la lutte urgente contre tous les aspects de la répression bourgeoise, les communistes mettent en garde les travailleurs et les militants honnêtes et sincères contre l'illusion qui consiste à attendre quelque chose du «dialogue» avec l'Etat bourgeois ou de l'alliance avec les forces petites ou semi-bourgeoises dont le démocratisme ne dépasse guère les déclarations ronflantes, les délégations et pétitions impuissantes, lesquelles n'ont jamais fait reculer l'Etat bourgeois.

En montrant la nécessité vitale de lier la lutte pour la reconnaissance des langues populaires, pour la libération des détenus et pour les libertés politiques et syndicales à la résistance quotidienne de la classe ouvrière et des masses populaires à l'exploitation capitaliste, les communistes avancent en même temps les méthodes de l'action directe et de la tradition prolétarienne qui assurent à la lutte contre la répression bourgeoise sa pleine efficacité en faisant jouer en la faveur des masses la force que le capitalisme donne malgré lui aux travailleurs : le nombre, la concentration, une place décisive dans l'appareil de production et de transport, c'est-à-dire une énorme force de pression et de chantage.

Les communistes ont également pour devoir de mettre en garde les travailleurs contre les courants démocratiques conciliateurs et pacifistes tel que le Front des Forces Socialistes (FFS) qui veulent se servir du mouvement de masse dans leurs marchandages avec le régime en vue de réformer les institutions bourgeoises en crise.

Dans le mouvement des femmes, comme dans la lutte contre la répression bourgeoise, les communistes auront à montrer que seul le prolétariat peut lutter de manière conséquente et sans compromis pour les libertés politiques et syndicales et contre toutes les discriminations qui touchent les femmes. Il ne s'agit pas de dire par là, bien entendu, que le prolétariat algérien dans sa majorité a déjà pris le chemin de la lutte intransigeante pour les libertés politiques et syndicales ni qu'il a intégré dans ses revendications immédiates le mot d'ordre de l'égalité totale des droits pour les femmes.

En s'appuyant sur les luttes courageuses que mènent déjà certains secteurs du prolétariat algérien, les communistes auront à montrer que le prolétariat est le combattant le plus conséquent pour la liberté, non pas pour des raisons morales mais bien parce que celle-ci lui est indispensable pour s'organiser à vaste échelle en vue de lutter contre la société bourgeoise, lutte à laquelle le poussent ses propres conditions d'existence déterminées par le système d'exploitation capitaliste.

De la même façon, le prolétariat constitue objectivement la seule classe sociale qui n'a aucun intérêt matériel dans la perpétuation de l'oppression et de la domination de la femme. Tout au contraire, c'est seulement en s'unifiant par-dessus les divisions de sexe, d'âge et de région, que la bourgeoisie cherche à entretenir dans ses rangs, que le prolétariat sera capable d'affronter comme il se doit le capitalisme.

Il va de soi donc que dans leur intervention au sein du mouvement des femmes, les communistes ont pour devoir de mettre en garde les travailleuses contre les illusions répandues par certaines féministes petites-bourgeoises quant au rôle que peuvent jouer les réformistes du Parti de l'Avant-garde Socialiste (PAGS) et de l'UNJA dans la mobilisation contre le statut personnel et les divers aspects de l'oppression des femmes.

Les réformistes et les féministes qui se placent sur un terrain inter-classiste cherchent à réformer la société bourgeoise pour la rendre plus supportable pour les couches petites-bourgeoises dont ils expriment les intérêts. Pourquoi ? Parce que s'il est vrai que les couches petites-bourgeoises sont effectivement écrasées par les grands bourgeois et l'Etat, il est aussi vrai qu'elles ne peuvent remettre en cause les fondements de la société actuelle (propriété privée, division en classes...) dans la mesure où elles y trouvent leur intérêt. Les communistes, par contre, avancent l'objectif de l'égalité des droits pour encourager la participation des femmes travailleuses au mouvement de masse côte à côte avec leurs frères de classe et pour permettre également à certaines couches non-prolétariennes de saisir, au feu de la lutte, que leur sort est lié à celui du mouvement prolétarien, lequel par la dynamique même de son développement est appelé à affronter l'Etat bourgeois et à en finir avec toute forme d'exploitation et d'oppression.

(1) K. Marx **Le manifeste du Parti communiste** U.G.E. p.35

(2) Lénine **Oeuvres** T.2 p.92. Voici comment Lénine définit la conscience de classe des ouvriers au développement de laquelle les communistes doivent contribuer : «**La conscience de classe des ouvriers, c'est la compréhension par ceux-ci du fait que pour améliorer leur sort et réaliser leur émancipation, il n'est d'autre moyen que de lutter contre la classe des capitalistes et des fabricants qui sont apparus avec les grandes fabriques et usines. C'est ensuite la compréhension du fait que les intérêts de tous les ouvriers d'un pays sont identiques, solidaires, que tous ces ouvriers constituent une même classe, distincte de toutes les autres classes de la société. C'est enfin, la compréhension du fait que, pour parvenir à leurs fins, les ouvriers doivent nécessairement chercher à influencer sur les affaires de l'Etat, comme l'ont fait et continuent de le faire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.**» (idem) P.109.

Quant à l'organisation des ouvriers à laquelle doivent concourir les communistes, Lénine explique ainsi : «**L'organisation devient nécessaire en cas de grève, afin d'augmenter les chances de succès, pour les collectes en faveur des grévistes, pour l'institution de caisses ouvrières, pour la propagande parmi les ouvriers, pour la diffusion de tracts ou d'appels, etc. Elle est plus nécessaire encore pour se défendre contre la police et la gendarmerie, pour mettre à l'abri de leurs poursuites les associations ouvrières et leurs activités, pour diffuser parmi les ouvriers, livres, brochures, journaux, etc.**» (idem) p. 113.

(3) Ce travail consiste pratiquement à diffuser parmi les ouvriers la conscience communiste révolutionnaire. Il vise selon Lénine : «**à faire la propagande du socialisme scientifique, à diffuser parmi les ouvriers une conception juste du régime économique et social actuel, des fondements et du développement de ce régime, des différentes classes de la société russe, de leurs rapports, de la lutte de ces classes**

entre elles, du rôle de la classe ouvrière dans cette lutte, de son attitude envers les classes qui sont en déclin et celles qui se développent, envers le passé et l'avenir du capitalisme, de la tâche historique de la social-démocratie internationale et de la classe ouvrière russe » (Oeuvres, T.2, p.335).

Il est clair que ce travail prendra des formes différentes suivant le niveau atteint par la lutte des classes à un moment donné. Une chose est sûre : c'est une tâche permanente du parti qui commence avec les premiers pas de la lutte immédiate et l'accompagne.

(4) Le renforcement d'une lutte immédiate ne se fait pas seulement en s'acquittant de tâches organisatives. Il exige souvent que les communistes combattent **à partir des matériaux fournis par l'expérience vivante**, les manœuvres des réformistes, des bureaucrates syndicaux et des autres courants petits-bourgeois conciliateurs.

**Lecteur,
abonne-toi,
écris-nous !**

**Fais connaître
El-Oumami
autour de toi !**

Les problèmes de la lutte des sans-papiers

Cela fait maintenant plus de deux mois que des grèves se succèdent chez les travailleurs sans-papiers dans le secteur de la diffusion. Cette lutte, qui s'organise dans un secteur extrêmement difficile, montre la voie à tous les travailleurs sans-papiers et donne un encouragement à tous les ouvriers, immigrés et français.

Mais la lutte pour le contrat qui oppose les travailleurs aux patrons n'est qu'un premier pas pour obtenir la régularisation. Ensuite, les travailleurs unis par la lutte se heurtent ensemble à l'Etat, qui refuse la carte à ceux entrés après le 1^{er} janvier. C'est en se plaçant dans cette perspective que les travailleurs de Montrouge ont pu continuer la lutte même après avoir obtenu le contrat de travail, se donner avec l'aide du GTI (Groupe de Travailleurs Immigrés) un comité permanent.

Celui-ci a contribué à organiser la lutte sur d'autres entreprises contre les licenciements et pour les contrats, et cherche à étendre la mobilisation pour obtenir la **régularisation sans condition de tous les sans papiers**.

Dès le début le Comité de Coordination a cherché à briser le mur de silence et de mensonge pour éveiller la solidarité des autres travailleurs, immigrés et français, en mettant en relief le fait que ces revendications intéressent toute la classe. Ce travail a été payant puisqu'aujourd'hui fonctionne un comité de soutien actif; des travailleurs et militants de diverses organisations y travaillent pour épauler le Comité de coordination pour la popularisation de la lutte et dans ses tâches logistiques. Surtout, la lutte commence à attirer la sympathie et l'intérêt de travailleurs d'autres secteurs: bâtiment, hôtellerie, etc., où ils sont encore dispersés, mais où la lutte tend à s'étendre. Une jonction a été faite avec des foyers de travailleurs, notamment africains, et des travailleurs turcs de la confection du Sentier, où deux ateliers sont en grève.

Il est clair qu'en montrant qu'il est possible, même dans un secteur aussi vulnérable, de faire reculer l'adversaire par une **réponse organisée**, les travailleurs de la diffusion sont en train de donner à tous les sans-papiers un **pôle d'organisation**. Il est du devoir de tous les prolétaires combatifs d'aider ce pôle à se consolider aujourd'hui, pour qu'il puisse remplir pleinement son rôle dans les prochains mois où les menaces d'expulsion vont se préciser, et où on ne pourra pas compter sur les syndicats, qui ont tous donné leur appui au projet.

Au moment même où la lutte doit s'étendre pour prendre des forces, elle se heurte désormais au sabotage ouvert de la CFDT, qui avait tenté jusque là de la prendre dans le sens du poil pour chercher à la contrôler.

Ce que cherchent les bonzes CFDT

La lutte des sans-papiers de la diffusion n'a pas tellement vu la CGT qui, y ayant flairé le gauchiste, a préféré laisser le terrain libre à la CFDT. Cette dernière, qui est parvenue à mettre un pied dans la lutte à partir de la grève de Richard-Lenoir par le biais des procédures légales de négociation que le niveau de la lutte n'avait pas encore la force de surmonter, commence aujourd'hui à l'entraver sérieusement.

Fort de l'expérience de la grève du métro de 1977 et surtout de celle des travailleurs du Sentier de 1980, la bonzerie CFDT a une doctrine parfaitement établie: elle ne vise ni plus ni moins qu'à utiliser la lutte ouvrière non pas pour servir à renforcer l'organisation indépendante de classe contre la bourgeoisie et son Etat, mais pour aider l'Etat à «moraliser» les différents secteurs, à rendre plus «propre» l'exploitation capitaliste.

L'intervention des syndicats est même **indispensable** non seulement pour amortir les conflits sociaux — tâche permanente des réformistes —, mais pour compléter l'administration. En effet, bien souvent, une lutte est nécessaire pour révéler l'existence de travailleurs clandestins et donc de patrons irréguliers. Il faut donc s'introduire dans les luttes et chercher à les contrôler pour connaître le nom des principales entreprises du secteur. Alors, on invite les patrons à une «table ronde» pour une convention collective. Cette dernière s'imposera alors aux autres patrons. L'administration n'a plus qu'à faire son travail. Et les bonzes toucheront des subventions pour ce travail «irremplaçable». Prétendre qu'il s'agit là de la «défense des travailleurs» est une autre affaire!

Les bonzes CFDT en contradiction ouverte avec les besoins de la grève

Les bonzes de la CFDT ont donc une **certaine latitude** pour reprendre les revendications des travailleurs. Du moins tant qu'ils n'ont pas encore pu prendre de la lutte ce qu'ils en attendent.

C'est ainsi que les bonzes du syndicat BETOR, Pub RP, et de l'UD Paris ont proposé, à Bastille, une «alliance» avec la Coordination, afin de «contrôler le secteur» et d'obtenir une «négociation globale», à laquelle le Comité serait associé: c'est qu'ils avaient besoin d'une AG de tous les travailleurs afin de «faire leur enquête» sur le secteur.

En effet, les bonzes n'ont même pas les bras que possèdent la Coordination et son Soutien pour faire ce travail. Et

surtout, ils n'ont pas la confiance des travailleurs pour y parvenir! Mais comme on s'en doute, derrière ces positions «alléchantes», il y avait une condition expresse, contribuer à **contenir la lutte dans le seul secteur de la distribution!**

La raison de cette attitude est simple: puisque les bonzes cherchent à «**moraliser le secteur**» et non à organiser la lutte collective pour faire céder l'adversaire, la révélation de leurs manœuvres devant les grévistes devait mettre en évidence leur **refus d'étendre la lutte** à d'autres secteurs, ce que les travailleurs ressentent précisément comme une nécessité.

C'est pour la même raison que les bonzes CFDT ont bien «admis» la lutte pour le contrat de travail, mais sont toujours restés très vagues sur la régularisation, avancée du bout des lèvres. Cependant les grèves de la Bastille et de la rue de Madagascar, où les patrons refusent le contrat, ont poussé les travailleurs à mettre en avant avec force dès à présent la **régularisation immédiate et sans conditions de tous**, ce qui heurte naturellement l'Etat. Elles ont contraint les bonzes du BETOR et de l'UD à **s'opposer** ouvertement à cette revendication qui est un **moteur** de la lutte.

Très tôt donc, les tentatives hypocrites de ménager la Coordination pour lui faire tirer les marrons du feu tout en manœuvrant derrière son dos ont cédé la place à la guerre ouverte. Certes, les bonzes ont pu prendre appui sur certaines faiblesses de la lutte à EHO-Bastille.

Ils y avaient d'ailleurs déclenché la grève à contre-temps pour court-circuiter la Coordination. Celle-ci a pu malgré tout s'imposer dès le départ comme direction naturelle. Mais la lenteur entraînée par les formes de lutte qui se sont imposées et le jeu intelligent du Ministère ont permis à toute la mouvance démocratique et humanitaire de verser des larmes de crocodile sur la misère ouvrière, d'influencer et de tromper des travailleurs inexpérimentés malgré les efforts constants — et pas seulement les mise en garde — de la Coordination.

En fin de compte, les bonzes sont parvenus, en cheville avec le Ministère, à faire miroiter aux yeux des travailleurs de Bastille, des promesses de régularisation plus avantageuses, pourvu qu'ils se désolidarisent des autres travailleurs, notamment ceux de la rue de Madagascar, en lutte en même temps qu'eux.

Non au chantage de la nationalité !



Sur la question des jeunes immigrés de la «deuxième génération», comme sur les autres questions, il est illusoire d'attendre quoi que ce soit du gouvernement «de gauche» Sous Mitterrand comme sous Giscard, les jeunes algériens nés en France à partir du 1er janvier 1963, s'ils veulent rester en France, sont obligés de prendre la nationalité française. Depuis le 1er janvier 1981, les jeunes algériens sont appelés à s'inscrire en vue du service militaire dans les deux pays à la fois !

Dans les préfectures et les commissariats, les jeunes se retrouvent devant ce chantage : «*Si vous refusez la nationalité française, alors retournez en Algérie !*». Quant à l'Amicale, elle pousse les jeunes à aller faire leur service militaire en Algérie, alors que tout le monde sait ce qui les attend là—bas !

(chômage, répression) pour ne pas parler des filles dont l'Etat et les frères musulmans s'acharnent à rendre la vie insupportable en Algérie !

Il est clair que les protestations individuelles ne suffisent pas. Pour lutter contre le chantage de la nationalité et contre les expulsions, les jeunes de la «deuxième génération» doivent se regrouper et rejoindre la lutte des détachements de la classe ouvrière qui ont commencé déjà à bouger (sans-papiers, etc.). Il faut s'organiser pour exiger dans l'immédiat la régularisation sans condition de tous les jeunes qui refusent la nationalité française. La bourgeoisie essayent de diviser la classe ouvrière. Il faut réagir par des initiatives unitaires sur la base de la défense de toutes nos revendications.

Renforcer la détermination et la mobilisation, et combattre le réformisme

La manœuvre des bonzes a pour l'instant réussi à Bastille, dont les travailleurs ne sont pas venus au rassemblement du 21 novembre organisé par la Coordination. Parallèlement, la CFDT se met à organiser une permanence de sans-papiers concurrente de celle du Comité de coordination.

Pourtant, c'est au même moment qu'on apprenait le refus par le gouvernement de tenir les promesses avec lesquelles il a trompé les travailleurs de Bastille. Ce fait a cependant encore renforcé la détermination des travailleurs des autres entreprises de la diffusion, venus nombreux, et des travailleurs du Sentier venus en délégation. Mais il n'est pas exclu qu'une fois leur expérience faite jusqu'au bout, les travailleurs de Bastille reviennent avec leurs camarades.

Il n'y a rien d'étonnant à cette conduite des bonzes: elle est strictement liée à leur **orientation de collaboration de classe**. La lutte est arrivée au point où elle a mis en pleine lumière le **front commun** gouvernement-bonzes syndicaux au moment même où la lutte est contrainte de prendre de l'essor, de **s'élargir** et de se renforcer pour exercer une pression susceptible de faire reculer l'adversaire.

La bataille engagée appelle l'aide de tous les prolétaires combattifs français et immigrés pour épauler cette lutte courageuse et desserrer par un front de lutte de classe dans les syndicats comme hors d'eux les mâchoires de l'état avec lequel gouvernement et bonzes prétendent la maîtriser.

Cette bataille exige donc à côté de l'appui et de la solidarité active des travailleurs, une lutte sans merci contre le réformisme et les manœuvres opportunistes. La tâche demande beaucoup d'énergie et de résolution, et les communistes révolutionnaires seront à leur poste.

Voilà presque un mois que les grévistes de la rue de Madagascar occupent leur entreprise. Ils ont utilisé tous les moyens pour informer de leur lutte et faire aboutir leurs revendications... Mais ils ont trouvé un mur compact en face d'eux: le patron qui ne cède pas et bénéficie de la solidarité des autres patrons du secteur, la justice qui a fini par ordonner leur expulsion des locaux, le gouvernement qui cherche clairement par ses promesses et sa démagogie à faire pourrir la situation.

La fin des illusions premières sur des possibilités de règlement auraient pu mener au découragement et à la défaite. Elles ont au contraire renforcé la détermination des travailleurs, comme en témoigne cet extrait de tract d'appel au rassemblement du 21 novembre devant le secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, organisé par les grévistes de Madagascar et le Comité de coordination.

«Nous en avons marre, marre d'attendre et de souffrir, marre des négociations, des démarches et des rendez-vous continuel qui n'aboutissent à rien, marre de la démagogie. Nous décidons de continuer la lutte et de compter sur nos propres forces.»

Nous sommes persuadés aujourd'hui que les promesses et les négociations bidon ne peuvent constituer une issue à nos revendications, c'est pourquoi nous décidons de réagir, de ne plus attendre et de continuer notre lutte.

Nous appelons tous les travailleurs immigrés avec ou sans-papiers à venir nous renforcer. Grâce à leur solidarité active, nous vaincrons. Nous vaincrons aussi grâce au soutien effectif des travailleurs français car notre lutte est la leur, elle concerne tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

— Régularisation sans conditions de tous les sans-papiers (y compris ceux arrivés après le 1^{er} janvier 1981).

— Un contrat de travail pour tous

— Non aux licenciements !»

Le rassemblement, qui a vu la participation de 100 travailleurs des autres entreprises, sauf ceux de Bastille malheureusement, et une délégation de travailleurs turcs a été assez combatif et a donné des perspectives d'élargissement de la lutte et de mobilisation plus forte dans les prochaines semaines.

PERMANENCES DU COMITE DE COORDINATION DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

Tous les mardis et jeudis de 18 à 20h, 27 av. de Cholsy. Paris 13ème

Camarades, venez y apporter votre solidarité et votre participation. (aide financière, physique, matérielle, popularisation, etc.)

INTERNATIONAL

La faim c'est avant tout le capitalisme

Selon les statistiques bourgeoises, plus de 800 millions d'êtres humains vivent aujourd'hui dans un état de «*pauvreté absolue*». Autrement dit une personne sur cinq (taille d'une famille) sur la terre n'a strictement rien à se mettre sous la dent. Et il ne s'agit que des cas extrêmes selon les bourgeois. En effet, si nous comptons ceux qui sont menacés d'en arriver là et qui sont déjà dans un état qui n'a rien à envier, on arrive au chiffre faramineux de 2 milliards d'hommes, presque 1 personne sur 2.

Sur 62 pays totalisant plus de 60% de la population mondiale, le PNB par habitant n'atteint pas en moyenne annuelle l'équivalent de 3 000 F. Encore que cette notion interclassiste de PNB par habitant ne mesure pas réellement la misère du plus grand nombre de masses qui vivent dans ces pays, car il faut compter avec les bourgeois locaux qui ne doivent pas se contenter de ce seuil lamentable !

Comment les bourgeois expliquent-ils ce phénomène ? Souvent, ils rétorquent que c'est dû à la croissance démographique des pays «*moins avancés*» (nouveau terme inventé). Une sorte d'«*inflation démographique*». Ou alors il s'agit de conditions climatiques défavorables et que par ailleurs une grave pénurie alimentaire menacerait le monde... Mais que peut signifier surpopulation de la Chine par exemple, lorsque en données brutes le nombre d'habitants au km² en Chine est équivalent à celui de la France. Aussi, en affinant les données, la Chine est proportionnellement moins peuplée que les Pays-Bas ! Par ailleurs, l'immense Zaïre avec une densité de 12 personnes au km², disposant de richesses multiples (on connaît l'intérêt que porte l'impérialisme français à cette région), figure parmi les pays dont la moyenne calorifique par habitant et par jour est inférieure à 2 000, seuil considéré comme un minimum.

Il est vrai que certaines régions du globe ne disposent pas de conditions naturelles favorables. Mais cela peut-il justifier la faim qui ravage plusieurs centaines de milliers de personnes quand on sait le degré de développement des forces productives et des capacités d'intervention à l'échelle internationale ? Par ailleurs, les conditions matérielles sont déjà réunies aujourd'hui pour satisfaire les besoins de l'Humanité entière. Ainsi par exemple, avec 2,6% de la population active travaillant dans l'agriculture, ce qui représente approximativement 2,5 millions de personnes, les Etats-Unis à eux seuls assurent 20% de la production mondiale de céréales, 50% du total mondial des exportations de blé et 30% du riz. Aussi, toujours pour les seuls Etats-Unis, 28,6% de la population active travaillant dans l'industrie produisent 23% de la production manufacturière mondiale en 1979. A l'échelle mondiale, 5% de la population active travaillant dans l'industrie, assurent 35% du Produit Mondial Brut. En moins de 20 ans, la production de céréales a progressé de 50%, dans le même temps, la population mondiale n'a progressé que de 25%.

Mais en même temps, pour des impératifs de profit et pour maintenir les prix à un niveau élevé, les surfaces ensemencées en blé aux USA ont diminué de 23 millions d'hectares en 1978 et de 25 millions d'hectares en 1979. Tandis qu'en 1974, en raison de la hausse des cours, la superficie totale cultivée avait augmenté de 24 millions d'hectares.

Concernant les disponibilités actuelles en alimentation et en terres agricoles, notons que la production mondiale de céréales en 1980 a été d'environ 1,6 milliard de tonnes, ce qui équivaut à 1,1 kg de céréales par jour et par habitant sur la terre. Une bonne partie sert aujourd'hui à nourrir les animaux, or le pâturage naturel peut être

suffisant à condition de ne pas le massacrer comme le font les capitalistes de nos jours. Aussi, les ressources potentielles mondiales en terre arables sont d'environ 3 200 millions d'hectares, ce qui représente, ramené à l'échelle humaine, à peu près 8 000 m² de terres cultivables par habitant sur la terre.

La question qui se pose donc est celle de la contradiction toujours plus flagrante entre les besoins de l'Humanité d'une part et les rapports de production capitalistes d'autre part. Seul le communisme est capable de réaliser la véritable harmonie entre la nature et les besoins de l'Humanité.

Non content d'affamer les masses déshéritées du «*Tiers-Monde*», l'impérialisme utilise sa soi-disant «*aide alimentaire*» pour renforcer la pénétration économique, politique et militaire. C'est ainsi que Mc Govern, ancien candidat à la présidence des USA, disait dans les années 60 : «*Food for peace (programme d'aide alimentaire), a contribué encore plus qu'avant à notre intérêt national en développant de nouvelles occasions de marchés commerciaux (...)* Grâce à Food For Peace, nous avons introduit nos denrées dans des pays qui deviendront un jour nos clients sur des bases commerciales normales». Pour sa part, Earl Butz, ancien secrétaire d'Etat à l'agriculture, déclarait : «*Je pense que le programme alimentaire pour la paix a été lancé en premier lieu comme moyen d'écouler nos stocks excédentaires. Nous lui avons donné ce nom parce que c'était un bon slogan politique dans ces pays*».

Quant à l'objectif recherché par les bourgeois à travers leurs programmes d'«*aide alimentaire*», il n'est que trop clair. Comme l'affirmait le grand idéologue de l'économie bourgeoise Samuelson : «*Pour le repos de notre conscience, nous sommes dans l'obligation d'aider ces myriades de malheureux. En outre, l'histoire nous enseigne que la faim n'est pas bonne conseillère et que les hommes ne se résignent pas toujours à mourir silencieusement de faim*».

L'«*aide*» insignifiante des bourgeois et leur hypocrisie seront-elles «*meilleures conseillères*» que la faim ? Comme en témoignent les explosions sociales qui se multiplient dans le «*Tiers-Monde*», l'avenir nous dira que les bourgeois se trompent lourdement.

Luttes ouvrières dans les pays de l'Est

De toute évidence, la lutte des ouvriers polonais a réussi à faire tâche d'huile au Caucase, en Estonie, et en Roumanie au grand désespoir des bourgeoisies locales qui tentent d'étouffer la multiplication des mouvements de protestation.

Au Caucase, on apprend que du 23 au 25 octobre 1981, de violents affrontements ont éclaté au Nord de la province. Par milliers les manifestants ont attaqué le siège du Parti «*communiste*» officiel, et occupé le siège du gouvernement local après avoir passé une nuit entière d'affrontements contre la police. Les manifestants ont lancé des pierres contre l'armée, laquelle a réprimé le mouvement à l'aide des tanks, encerclant les quartiers chauds et dispersant la foule en colère. Le len-

demain, une grève générale des transports publics a paralysé la ville. Jusqu'à ce jour on ne connaît pas le nombre des victimes.

En Estonie, une grève générale est annoncée pour le 1er décembre. Des tracts invitent les travailleurs à lutter contre la dégradation de leurs conditions de vie. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si ce mouvement commence en Estonie, laquelle fait partie des républiques baltes où le mode de production capitaliste est des plus développés en Union Soviétique.

En Roumanie, la cadence des manifestations et des grèves ouvrières s'accélère. La grève des mineurs de Motru est une réaction non seulement contre les dures conditions de travail dans les mines de charbon, mais aussi contre

les difficultés accrues de ravitaillement (les rations restent comparables à celles qui avaient cours en 1950). De plus, l'omniprésence policière exaspère les travailleurs qui ont lynché le secrétaire adjoint du parti officiel de Giurgiu lors des émeutes qui ont éclaté début novembre. Le chef du parti officiel roumain, Ceausescu, qui tentait de justifier à travers le pays sa politique d'austérité, s'est fait accueillir à coups de pierres par les mineurs de Motru.

Gageons que ces manifestations de révolte et de lutte iront en se multipliant à l'avenir et que les travailleurs des pays soi-disant socialistes de L'Est reprendront comme leurs camarades polonais le chemin de la lutte de classe.

البرجوازية والبرجوازية الصغيرة التي ترغب في اصلاح النظام القائم .

ثانيا: ان دلت المهزلة الانتخابية التي جرت في تونس على شيء فهي تدل على خسوف البرجوازية التونسية من التراجع عن نظام " الحزب الواحد " والتي سوف تززع وتضعف في الظروف الحالية " الجبهة الداخلية " وتعطي فرصة التحرك لبعض شرائح الشغيلة . وهذا الامر يعني أن البرجوازية التونسية تستمد قوتها من عدم تنظيم الشرائح العمالية الطليعية على أساس مصالحها الطبقية المستقلة .

ثالثا: يجب على الشيوعيين الثوريين والمناضلين الطليعيين في الفترة الراهنة التحريض ضد التيارات البرجوازية الصغيرة التي تجر وراءها بعض القطاعات العمالية وذلك بالعودة الى تجربة ٢٦ جانفي ١٩٧٨ التي بينت بوضوح التناقض الفادح الموجود بين متطلبات النضال الجماهيري وسياسة التعامل الطبقي التتسي تمارسها البيروقراطية النقابية وحلفائها " اليساريون " .

في عملية الاعلان عن ارباب العمل في السوق السوداء وتمشيا مع مصالح المزاخمة السائده بينهم، ان بدعتها للمفاوضات على ظهر العمال او في تشويه النضال بحد ذاته كصراع بين العمال و ارباب العمل دون المساس بقرارات الحكومة، ولغاية الان نجحت مناورات الـ *CFDT* بالتنسيق مع الوزارة المختصة، في زرع الاوهام، واعدة بتسوية خاصة، وبصورة استثنائية لتفرّق بين العمال كما حصل في باستيل بعدم المشاركة في تجمع ٢١ نوفمبر، لم تلقى هذه النوايا من قبل عمال الشركات الاخرى سوى السخط التام والهزء اللاذع . ولكن الاعيب النقابات لم تطول اذ ادرك العمال انفسهم بانه لا يجب النوم على الوعود الكاذبة او السعي وراء المفاوضات بل العمل على الخروج من العزلة والركود في جبهة واحدة ضد ارباب العمل والحكومة كطريق وحيد لانتزاع مطالبنا الشرعية والعادلة . طريق النضال طويل والمعركة الدائرة

اليوم تتطلب مساندة جميع العمال الفرنسيين والمهاجرين لأن النصر يشمل الجميع . يتطلب هذا النضال من جميع العمال المضي بحزم وقوة وايضا من المناضلين الثوريين الالتزام لاتخاذ مواقعهم على ساحة الصراع الطبقي .

المهزلة الانتخابية في تونس

ان نتائج المهزلة الانتخابية التي جرت في تونس وحدها كافية لاعطاء صورة عن مدى حماقة التيارات " اليسارية " التي باتت تنتظر من مناورات النظام " ديمقراطية " الحياة الاجتماعية والسياسية في تونس . بهذه المناسبة انه من الضروري التذكير ببعض الحقائق التاريخية التي نستلخصها من تجربة الصراع الطبقي سواء في تونس أو على الصعيد الأممي .

أولا : ان الطبقة العاملة لا يمكنها أن تعتمد إلا على نفسها وعلى قوة عددها ونضالها المستقل في المعركة الطبقة من أجل الظفر بالحريات السياسية النقابية بعيدا عن سياسة الاوهام والجبهات مع الطبقات والتيارات

العمال دون اوراق ...

في الاحزاب الستالينية والتحريفية من خلال الاجهزة النقابية الجاشمة على صدر الطبقة العاملة لمنعها من مواجهة قمع واستغلال راس المال وبدورها المتمثل في احتواء اي نضال عمالي والحد منه ، وفي سياستها الخائنة في التوفيق والاصلاح بين الطبقات .

في اللحظة التي بدأ فيها نضال العمال بدون اوراق منروج، شارنتون، باستيل سيأخذ شكله الفعّال واطاره التنظيمي المستقل في لجنة التنسيق للعمال بدون اوراق لمجموع الشركات التي قامت بمواجهة عمليات الطرد التي اتبعها ارباب العمل وللقرارات التعسفية للحكومة والشروط المفروضة بها .

تمكنت هذه النضالات رغم العزلة ان تخرق جدار الصمت حولها وراحت تتوسع مما ادى الى نقل ساحة الصراع الى ارضيته الطبيعية لمواجهة قرارات الحكومة من اجل تسوية اوضاع جميع هؤلاء العمال دون قيد او شرط .

بامانة واخلاص لدورها ، تمكنت نقابة الـ *CFDT* من التسلسل في نضالات العمال دون اوراق للحد من توسع النضال ، ولتحقيق رغبات الحكومة

حقيقة الصراع بين العمال والبرجوازية

لكن نجاح العمال في هذه المعركة يفترض شروطا وامكانيات لا يملكونها الآن وعليهم أن يوفروها في المعركة نفسها لكي يستطيعون مجابهة البرجوازية . فالبرجوازية تملك جهاز الدولة والجيش وتملك سياسة واضحة في صراعها ضد العمال ، وهي منظمة وقوية ، وتملك أيضا أجهزتها السياسية والاعلامية وتسيطر على النقابات التي تخدم البرجوازية باسم العمال ، وتملك إضافة لذلك أطنان من الأحزاب التي تدعي تمثيل العمال ، وأطنان من الميثرين الذين يحاولون ايهام العمال بوجود برجوازية عادلة ونظام برجوازي شرعي ومع كل ذلك فان العمال لا يستطيعون أن يقفوا على الحياد بين الموت جوعا والكفاح من أجل الحياة الحرة .

فالعمال الذين يخوضون صراعهم من أجل الحصول على الأوراق يضطرون للنضال من أجل الحصول على حق الإقامة والعمل من الدولة ، وهم سيظلون يعيشون هذه الدوامة كل ثلاثة أشهر أو كل سنة على أبعد تقدير . وهم مضطرون للنضال من أجل تخفيض ساعات العمل وزيادة الأجور كلما ارتفعت الاسعار ، ولتخفيض اجارات المساكن كلما ذاقوا ذرعا بحياة الزنانات . وهم سيكتشفون يوما بعد يوم أن " كل أرباب العمل ظالمون وجائرون " ، وأن الدولة هي الجهاز السياسي لكل أطراف البرجوازية ، وأن المعركة ضد العمال هي معركة الرأسمال ضد العمل المأجور ، وأن البرجوازية تطلق العنان لكلاب نقاباتها وأحزابها السياسية لتفريق العمال وتشثيت قواهم واخضاعهم لسياسة البرجوازية واحدا بعد الآخر بشتى الحيل والأساليب . وعند ذلك يضطرون العمال لأن يجعلوا مع الدعاء قطرانا ، وهذا القطران هو توسيع نضالهم ، ورمّ صفوفهم وتوحيد مطالبهم وتنظيم قاعدتهم ومجابهة سياسة البرجوازية ودولتها ، ومجابهة نفاق القيادات النقابية وأحزابها ، وخيث مبشريها الذين يحاولون تدجين العمال بفكرة تقسيم الأدوار بين السادة والعبيد .

ان عمال الهجرة ليسوا عمالا غرباء ونضالهم ليس نضالا ضد برجوازية غريبة . فهذه البرجوازية هي نفسها التي تنهب المواد الاولية من البلدان الفقيرة ، وهي نفسها التي توظف رساميلها في هذه البلدان ، وهي نفسها التي تباع بضائعها في أنحاء الأرض وتحرم عمالها من حقوقهم وتسلخهم بنار الغلاء وحقوق الاسياد وقوانين شراء قوّة سواعدهم ، وهي نفسها التي نصبت برجوازية البلدان الفقيرة في الحكم وسلطتها على رتبة الطبقات الفقيرة الذين يتشردون في أرض الرأسمال ، ولا يملكون الا قوّة سواعدهم . واذا كانت هذه البرجوازية تعيش اليوم أزمة اقتصادية واجتماعية خانقة ، فان هذه الأزمة هي نتيجة نظامها السياسي وقوانين الرأسمال والعمل المأجور التي مرّت في البداية بفترة ازدهار ، وتنتج لا محالة البطالة والتضخم والمضاربات وغلاء الأسعار . . . وفي هذه الحالة فان البرجوازية لا تملك لمواجهة أزمته الا سلاح الحرب ضد العمال لكي تحافظ على نظامها وامتيازاتها ما أمكنها ذلك .

فحرمان العمال المهاجرين من الأوراق ليس نتيجة " ظلم رب العمل الجائر " ، بل هو جزء من هذه الحرب التي تشنها البرجوازية ضد العمال . وحرمان العمال من أوراق الإقامة والعمل هو أيضا جزء من الحرب التي تنظمها دولة البرجوازيين ، وعلى أساس هذه السياسة تقوم البرجوازية بزيادة أسعار الفئان والكهرباء والمواصلات وأجرة السكن وأسعار السلع الاستهلاكية ، وتفرض على العمال قيودا رهيبية لزيادة الانتاج وزيادة ساعات العمل وحرمانهم من الضمانات الاجتماعية والصحية التي انتزعها العمال في الماضي بكفاحهم وتضحياتهم العظيمة . وفي هذه المعركة بين العمال والبرجوازية لا يملك العمال الا النضال ضد هجمة البرجوازية لزيادة الأجور وتخفيض ساعات العمل وحققهم بالأوراق دون شرط ، وحققهم بالضمانات وحققهم بالحريات . . . الخ .

الاخوان المسلمون ومازق النضال العمالي في المهجره

وصيانة قوانين الملاكين والرأسماليين لشراء قوة سواعد العمال والطبقات الفقيرة، ويبدلون سياستهم هذه بكل أنواع الأغطية الغيبية للحفاظ على تكريس سلطة الطبقات الحاكمة .

لقد استطاعت هذه الجماعات أن تساهم بتدجين الطبقات الفقيرة وطمس حقيقة الصراع بين العمال والبرجوازيين، وتبرير النظام العبودي خدمة لمصالح الأسياد وكبار القوم، وقد لعبت دورها كاملا لتضليل الفقراء بأن يؤس هذه الطبقات واضطهادها هو نتيجة الكفر والالحاد وعدم الالتزام بالشريعة، وأن طبقات الاسياد قد تخطت حدود الظلم المتاح لها شرعيا وتجاوزت مكاسبها الشرعية من العمل " الشريف" .

لكن مع ازدياد تدفق السواعد المهاجرة (نحو الغرب خصوصا) بدأ الصراع يستفحل بين العمال والبرجوازية وأخذ معه يستفحل مآزق الاخوان المسلمين وعجزهم بالدفاع عن شرعية النظام الرأسمالي وتضليل العمال المناضلين . فهم يستطيعون ما يشاؤون توزيع الفتوات عن تحريم اللحم " غير الحلال " ولكنهم لا يستطيعون الى ما لا نهاية اقناع العمال بأكل الخبز الناشف، ويستطيعون ببراءة أن يبلعوا فلسفاتهم عن الطهارة والنجاسة والتراجع عن تحريم شرب الماء والمأكولات والمشترقات من المسيحيين الكفار ... والى جانب ذلك يستطيعون أن " يتعطفوا على المحتاجين " ببعض فتات الأموال التي يجمعوها لقاء خدماتهم من الأنظمة والحكام المسلمين، ولكنهم لا يستطيعون أن يرشوا جميع العمال ولا أن يؤمنوا لهم المسكن والأكل والملبس وشروط الحياة . اذا لا يبقى امام العمال الا النضال ضد البرجوازية لانتراع حقهم بالحياة الانسانية .

والعمال المهاجرون في ليبيا يضطرون ، اضافة لذلك ، للخضوع اسوعيا لشتى أنواع الابتزازات الاستخبارتية تحت حجة مكافحة جواسيس كامب ديفيد . والعمال المهاجرون الى لبنان قد تلقوا مرارة شركات " استيبراد العمال " التي نظمتها الجبهة اللبنانية والأمن العام اللبناني ، وعانوا من بطش النظام السوري تحت حجة ضرب المتعاملين مع الكتائب .

ان هؤلاء العمال لا يجدون من يرفع صوتهم ويشد أزهرهم للنضال ضد أنظمة الاستغلال بل هم أيضا يعانون من رياء وخبث الاحزاب الانتهازية التي تنفت سمومها في أوساطهم دفاعا عن مصالح أنظمة البرجوازية التي تسليح جلودهم في مواقع العمل وأماكن معيشتهم .

فالاحزاب التي تدعي الاشتراكية تقبض أجرتها من الأنظمة العربية لقاء اخضاع هؤلاء العمال وتدجينهم في علاقات القهر والاستغلال، ولقاء مساهمتها في تضليلهم وتزييف حقوقهم ومطالبهم ونضالهم ضد النظام البرجوازي ولقاء دورها الخبيث في تشتيت وحدة العمال وتمييع قضيتهم باسم محاربة " كامب ديفيد " والامبريالية ... الخ

وما تعجز عنه الأنظمة البرجوازية والاحزاب التي تدعي الاشتراكية، يتكفل به الاخوان المسلمون والجماعات الاسلامية، الذين لا يتورعون عن المجاهرة بالدفاع عن شرعية النظام الرأسمالي وعبودية العمل المأجور، ولا يغفلون عداهم لنضال العمال والطبقات الفقيرة ضد الطبقات المالكة والمتسلطة . وهم الى جانب تبشيرهم ودفاعهم عن علاقات القهر الاجتماعي كالخضوع للاسياد وأمراء الجماعات والمهر وفرض الحجات ... الخ يدعون لحتمية الرضوخ لسياسة كبار القوم وتقسيم الأدوار بين السادة والعبيد



الأممي

L'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

الشمس : فرنسا ٣ فرنكات - المغرب ٢ درهم - الجزائر ٢ دينار - تونس ٢٠٠ مليم . الاممي عدد ٢٠ - ديسمبر ١٩٨١

العمال بدون اوراق: النضال مستمر جبهه واحده ضد ارباب العمل - الحكومه وعملائهم

بتسوية اوضاع العمال دون اوراق التي لسن تطال الا حوالي ١٠ ٠/٠ من مجموع ٣٥٠ الف عامل حسب الاحصاءات الرسمية . وسبب ذلك عائد للشروط المفروضة من قبل الحكومة على هؤلاء العمال والتي تتلخص (١- عمل دائم وثابت مع عقد لمدة سنة ٢- ان يكون تاريخ الدخول الى فرنسا قبل ١ جانفي ١٩٨١ . الى جانب ذلك هناك بالطبع اجهزة الدولة من البيروقراطية والانتهازية الممثلة تابع الصفحة ١٣

اذا حاولنا ان نلقي نظرة عميقة على طبيعة نضال العمال بدون اوراق ، الذي يعتبر جزءا لا يتجزأ من نضالات العمال المهاجرين في فرنسا (سوناكتر، نضالات العمال الاتراك في مشاغل النسيج ، عمال المناجم ، الموسميون الخ...) التي تندرج كلها في اطار نضالات الطبقة العاملة الفرنسية وارتباطها المباشر بها . وذلك نتيجة لازمة للاقتصادية التي يسببها النظام الرأسمالي والتي يحاول دائما تحميل اعبائها على ظهر الطبقة العاملة بمختلف فئاتها .

ولكن لكي تتوصل الحكومة " الاشتراكية " وجهازها الحالي من التوصل الى اهدافها فانها تستخدم جميع الاساليب والوسائل الديماغوجية لتضليل الطبقة العاملة الفرنسية لتمزيق سياساتها التعسفية ، وخاصة فيما يتعلق حاليا

الاخوان المسلمون ومازق النضال العمالي في الهجره

منذ بضعة سنوات أخذت الأزمات الاجتماعية والاقتصادية تستفحل وتشذخناقها على الطبقات الفقيرة في مصر، مما اضطر جحافل العمال والفلاحين والطلاب الفقراء للزحف نحو الهجرة لتفرض قوة سواعدها للبيع فسي أرض الرأسمال .

فالعمال المهاجرون في الخليج يعانون أشنع أنواع الاضطهاد ويعاملون كالعبيد من قبل أنظمة المشايخ ، ويحرمون من أدنى حقوق للدفاع عن مطالبهم وشروط معيشتهم وعملهم . تابع الصفحة ١٥

مفاهرة ٥ - ١٢

بعد تجمع العمال دون اوراق امام سكرتيرية الدولة للعمال المهاجرين في ٢١-١١ قرروا متابعة للنضال القيسام بمفاهرة تاريخ ٥ - ١٢ بمبادره من عمال شركات التوزيع ولجنة التنسيق للعمال دون اوراق على الساعة ١٤ من باريس حتى بلقيل .